

## Au-delà du vote FN

### Quels rapports à la politique parmi les classes populaires périurbaines ?

Les espaces périurbains ont gagné une visibilité inédite à l'issue du scrutin présidentiel de 2012. Scrutés par de nombreux analystes, ces territoires situés à la périphérie des villes ont été présentés comme le principal lieu de progression des résultats du Front national, avec pour figure sociale type, les ménages populaires. Ces pavillonnaires, ayant réalisé des efforts conséquents pour devenir propriétaires, seraient en proie à de nombreuses « frustrations sociales » qui les inclineraient vers un vote « protestataire ». Or, cette thèse, qui devrait nous permettre de comprendre un phénomène présenté comme nouveau, s'enracine pourtant dans une série de représentations plus anciennes. Elle puise en particulier son caractère d'évidence dans le présupposé selon lequel les électeurs du FN se recruteraient principalement parmi les classes populaires, un présupposé non attesté scientifiquement mais qui est parvenu à s'imposer au fil des interventions d'intellectuels, de journalistes voire de responsables politiques<sup>1</sup>. Si l'on ne peut nier qu'un vote FN a cours parmi certaines fractions populaires ou au sein des territoires périurbains, ces « explications » obscurcissent plutôt qu'elles n'éclairent

VIOLAINE GIRARD  
Sociologue, université de Rouen

les processus qu'elles prétendent décrire, tant les raccourcis qu'elles comportent participent d'une stigmatisation et d'une méconnaissance des classes populaires contemporaines. Contre ce type d'explications, vite énoncées et mal fondées, une enquête ethnographique de longue durée vient révéler combien les conditions d'emploi et de travail (et leurs transformations), systématiquement occultées dans les commentaires sur le vote, jouent un rôle central dans la politisation des classes populaires.

#### Des classes populaires acquises au FN ? Raccourcis et fausses évidences

C'est dès les années 1990 que des intellectuels s'attachent à imputer la montée du FN aux électeurs issus des classes populaires. La thèse du « populisme » du FN, qui bénéficie alors d'un large écho au point de faire évidence, s'opère en renvoyant vers les classes populaires la responsabilité de la progression des idées frontistes. Le FN ne ferait en quelque sorte que répondre aux penchants xénophobes et « autoritaristes »

1. Collovald, A. 2004. *Le « populisme du FN »*. *Un dangereux contresens*, Bellecombe-en-Bauges, éditions du Croquant.

qui caractériseraient un monde ouvrier en proie à un désenchantement lié aux crises économiques et au déclin du communisme. Cette thèse repose pourtant sur des présupposés largement invalidés par la recherche.

En 2002, l'accès du candidat du FN au second tour est bien loin d'être dû uniquement au vote populaire : tout d'abord parce que, comme le rappelle Annie Collovald, d'autres catégories sociales, comme les artisans, agriculteurs ou cadres du privé, ont, elles aussi, voté pour ce parti. La part des électeurs du FN chez les professions libérales (22 %) dépasse ainsi celle enregistrée chez les ouvriers (18 %), qui sont bien plus nombreux à s'abstenir (31 %)². Le FN ne dispose en effet pas d'un électorat homogène, il agrège au contraire des catégories sociales diversifiées, du monde des petits indépendants jusqu'aux cadres en passant par certaines fractions du salariat populaire³. Et si l'on regarde la catégorie des ouvriers, c'est bien plutôt l'hétérogénéité des pratiques électorales qui prévaut. Bien avant le vote FN, ce sont la non-inscription et l'abstention, intermittente ou régulière, qui prédominent parmi cette catégorie⁴. La non-prise en compte de ces deux phénomènes, pourtant centraux dans les comportements électoraux des groupes populaires, conduit à grossir la part des ouvriers se retrouvant dans le FN. Ensuite, parmi les votants, les orientations électorales sont bien plus dispersées que ne le donne à penser la focalisation médiatique sur ce parti : toujours en 2002, celles-ci se répartissent, dans l'ordre, entre gauche,

droite et extrême-droite.

Dix ans plus tard, le même type de commentaires va pourtant se redéployer à la faveur de la diffusion d'un sondage de l'Ipsos en une du *Monde*, dès février 2012 : un « sur-vote » pour le FN est alors pronostiqué dans les territoires périurbains⁵. Ces territoires seront dès lors étroitement associés à la figure de ménages « modestes », qui, pour faire construire leur maison, sont contraints de s'installer à distance des villes. Le constat semble entendu : la progression du FN serait principalement due à ces « petits » pavillonnaires ayant quitté les quartiers d'habitat social et leur cortège de problèmes sociaux. Là encore, le succès de ces analyses repose sur des simplifications occultant plusieurs pans d'une réalité sociale et électorale pourtant incontestable. En 2012, plus de la moitié des électeurs FN résident dans les centres-villes et les banlieues des agglomérations, et non dans le périurbain⁶ ; ensuite, les ménages populaires ne sont pas les seuls susceptibles de se tourner vers un vote frontiste, dans le périurbain comme partout ailleurs. Rappelons en effet que, même éloignés des centres-villes, les espaces périurbains accueillent des catégories sociales variées : les ménages d'ouvriers et d'employés y voisinent, dans des proportions variables, avec des professions intermédiaires, cadres ou chefs d'entreprise. Et là encore, il y a tout lieu de penser que ces dernières catégories s'abstiennent moins souvent que les ouvriers⁷.

2. *Ibidem*, p.165.

3. Lehingue, P. 2003. « L'objectivation statistique des électorats : que savons-nous des électeurs du FN ? » in Lagroye, J. *La politisation*, Paris, Belin, p. 247-278.

4. Braconnier, C. et Dormagen, J.-Y. 2007. *La démocratie de l'abstention : aux origines de la démobilisation en milieu populaire*, Paris, Gallimard.

5. « Dans la France péri-urbaine, le "survote" pour le Front national exprime une colère sourde », Thomas Wieder, *Le Monde*, 29 février 2012.

6. Rivière, J. 2013b. « Sous les cartes, les habitants. La diversité du vote des périurbains en 2012 », *Esprit*, n°3-4, p. 34-44.

7. D'après une étude réalisée par l'Ipsos à l'occasion du 1<sup>er</sup> tour de la présidentielle 2012, dont les résultats sont à analyser avec prudence au vu des critiques méthodologiques que l'on peut adresser à de tels sondages, la catégorie des ouvriers reste celle qui

## Des « petits » pavillonnaires déclassés ?

Les schèmes explicatifs mobilisés à l'appui d'un tel constat reposent sur des simplifications hasardeuses. Que les périurbains se voient accusés de « repli sur soi agressif »<sup>8</sup> ou qu'ils soient au contraire dépeints comme des « victimes », reléguées en marge des grandes villes<sup>9</sup>, leurs trajectoires sont placées sous le signe du déclasserement, non sans misérabilisme<sup>10</sup>. Peu importe que ceux-ci aient poursuivi des parcours de promotion résidentielle, entérinés par l'installation en maison individuelle et l'accès au statut de propriétaire. Les analyses du géographe et consultant Christophe Guilluy<sup>11</sup> font consensus : pour celui-ci, ces « couches populaires » sont soumises à une « violence sociale et culturelle » croissante. De là jusqu'au vote FN, il n'y aurait qu'un pas, allègrement franchi par nombre de commentateurs.

Aussi évocateur soit-il, ce type d'interprétation apparaît pourtant fondé sur des généralisations plus qu'hasardeuses. En rapportant les votes frontistes aux « frustrations sociales » des ménages périurbains, il tend à homogénéiser des situations en réalité beaucoup plus diversifiées. Surtout, en insistant sur le schème du déclasserement, il empêche de voir les transformations sociales de longue durée qui

affectent les classes populaires depuis une trentaine d'années. Significativement, les discours médiatiques font en particulier l'impasse sur les transformations de l'emploi et des conditions du travail. On sait pourtant que la socialisation professionnelle constitue un élément central dans la définition des positions sociales, et que les sentiments d'appartenance qui en résultent (se dire opérateur plutôt qu'ouvrier, être salarié plutôt que chômeur, ou encore se savoir intérimaire et exposé à la précarité) influencent de façon déterminante la participation et les orientations électorales.

## Pôle d'emploi périurbain et recompositions du salariat d'exécution

À partir d'une enquête de terrain, nous avons relevé diverses évolutions qui touchent les salariés des classes populaires travaillant au sein d'un pôle d'emplois comme il en existe beaucoup d'autres dans le périurbain. Espace privilégié d'accès à la propriété pour les ménages des fractions supérieures des classes populaires au cours des années 1980 et 1990, la vallée de la Riboire connaît également un important développement économique. Sa zone industrielle représente un exemple emblématique des nouveaux pôles d'emploi implantés de façon récente dans le périurbain : celle-ci rassemble plus d'une centaine d'établissements, allant des unités de production de grands groupes aux PME sous-traitantes dans des domaines d'activités divers (production automatisée, chimie, logistique, services, maintenance). On y compte plus de 3 700 emplois en CDI en 2011 ainsi que 1 000 emplois temporaires environ. Dans le principal canton étudié, la moitié des hommes actifs ayant un emploi sont ouvriers, et la moitié des actives sont employées en 1999. Mais ces chiffres s'accompagnent d'importantes

compte la plus forte part de non-participation au scrutin (29 % contre 20,5 % pour l'ensemble des inscrits).

8. Lévy, Jacques. 2013. « Liens faibles, choix forts : les urbains et l'urbanité », *La Vie des idées*, 29 mai. URL : <http://www.laviedesidees.fr/Liens-faibles-choix-forts-les.html>

9. Guilluy, C. 2010. *Fractures françaises*, Paris, Bourin Éditeur.

10. Rivière, J. 2013a. « Des ploucs de droite aux pavillonnaires lepénistes. À propos de la construction médiatique du vote des ruraux », *Agone*, n° 51, p. 65-83.

11. *Ibidem*, p.8.

évolutions : chez les hommes, les ouvriers non qualifiés sont moins nombreux, alors qu'à l'inverse, la part des techniciens et des agents de maîtrise progresse de 9 % à 18 % entre 1982 et 1999, selon un mouvement plus général dans l'industrie en France<sup>12</sup>.

Depuis les années 2000, les candidats de droite ou du FN enregistrent dans ce canton des scores régulièrement supérieurs aux résultats nationaux, pour des taux de participation voisins des moyennes nationales. Dans l'une des communes, J.-M. Le Pen réunit 30 % des suffrages exprimés au premier puis au second tour des présidentielles de 2002. Lors du premier tour de 2012, M. Le Pen et N. Sarkozy obtiennent des scores s'élevant respectivement à 32 et 33 %, avec un taux de participation de près de 88 % pour 604 inscrits. Comment cette vallée en essor économique est-elle devenue un territoire où le FN réalise des scores relativement élevés ? Les ouvriers des zones sinistrées économiquement ne seraient-ils pas les plus enclins à se tourner, par désespoir, vers ce parti ?

Les salariés de cette zone industrielle dynamique échappent au chômage, pour nombre d'entre eux, et certains poursuivent au contraire des voies de promotion, ouvertes aux hommes et liées à la « filière technique » par l'accès à des postes de chefs d'équipe, de responsables qualité ou de techniciens. Non pas victimes de la mondialisation, ceux-ci sont plus précisément confrontés aux réorganisations massives de l'emploi industriel : la création de la zone de la Riboire répond en effet, au cours des années 1980, aux stratégies menées par les milieux patronaux pour contraindre les

ouvriers à la « flexibilité »<sup>13</sup>. Un élu de la Riboire promet même aux chefs d'entreprise la « garantie d'un excellent climat social », c'est-à-dire l'absence de mobilisations syndicales de grande ampleur. En matière d'urbanisation, les choix réalisés par ce dernier, giscardien convaincu, visent également à préserver la « réputation de conscience professionnelle<sup>14</sup> » de la « main-d'œuvre » locale. En refusant la construction d'ensembles d'habitat social, cet élu a façonné un territoire où le développement économique est étroitement associé à l'image de salariés « dociles » car accédant à la propriété. Au début des années 2000, les gestionnaires de la zone écrivent encore que la population de la Riboire « se fidélise volontiers, en adhérant à la philosophie et à l'esprit d'entreprise<sup>15</sup> ».

Or, plutôt qu'une quelconque « fidélité » des salariés, c'est plutôt l'éclatement des formes d'emploi (entre CDD et contrats précaires, intérim, CDD, temps partiel) qui caractérise cette nouvelle zone. Une part élevée des ouvriers travaille par ailleurs dans des établissements de moins de 50 salariés, où l'implantation syndicale est beaucoup moins fréquente que dans les gros établissements<sup>16</sup>. La structuration du bassin d'emploi local rend donc difficile la constitution de collectifs de travail soudés autour de pratiques revendicatives, comme cela avait pu être le cas dans les anciens bastions de la grande industrie. Comment ne pas voir que ce projet politique, celui d'une

12. La part des emplois « non manuels » de techniciens et d'agents de maîtrise connaît une hausse significative dans l'industrie française, des années 1980 à aujourd'hui. Voir : Bosc, S. 2008. *Sociologie des classes moyennes*, Paris : la Découverte.

13. Sur les stratégies patronales visant à affaiblir les mobilisations syndicales dans l'après-mai-juin 1968, voir Noiriel, G. 2002(1986). *Les Ouvriers dans la société française XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris : Seuil.

14. Pierre de la Chanerie, sénateur-maire et conseiller général du canton, dans *Leaders*, revue des groupes industriels du parc industriel de la Riboire, 1985.

15. Dossier de presse du parc industriel, 2004.

16. Amossé, T. et Pignoni, M.-T. 2006, « La transformation du paysage syndical depuis 1945 », *Données sociales*, Paris, Insee.

zone industrielle où règne la fragmentation des conditions d'emploi, a pu avoir des conséquences à long terme en matière de politisation de ces ouvriers, agents de maîtrise et techniciens ?

Nul ne peut bien sûr affirmer que ces transformations se traduisent mécaniquement par une droitisation des ouvriers, ou par leur conversion en nombre au vote FN. Mais, de fait, l'éclatement des collectifs de travail contribue très directement à redéfinir les capacités de mobilisation sociale et politique des salariés, modifiant ainsi leurs rapports au vote. Comme le rappelle l'historien Xavier Vigna, la désyndicalisation du monde ouvrier s'est accompagnée « d'un retrait de plus en plus marqué des ouvriers de la scène politique »<sup>17</sup>. Le reflux syndical est par ailleurs venu affaiblir des luttes ouvrières qui constituent « le barage le plus sûr à l'activation des clivages identitaires », clivages qu'un parti comme le FN se fait fort d'imposer dans l'espace politique national.

Dans la Riboire comme dans nombre de territoires industriels, transformations des conditions d'emploi et mouvement d'accès à la propriété sont à la source d'évolutions bien plus complexes que ne le donnent à penser les analyses en termes de relégation des habitants du périurbain. Avec le déclin des grands centres industriels et le développement du secteur des services (logistique, transport, maintenance, etc.), une part croissante des ouvriers se retrouve à l'écart des possibilités de mobilisation collective. Confrontés à de nouvelles normes de mobilisation au travail, ils apparaissent étroitement dépendants de secteurs d'emploi soumis à d'incessantes réorganisations. Une large majorité d'entre eux se montrent

soucieux et sceptiques quant à l'efficacité des mesures politiques en matière d'activité économique. Mais, autour des pôles d'emplois périurbains, certains parviennent à accéder à des promotions professionnelles. Leurs trajectoires sont donc loin d'être uniformément marquées par le déclassement, tant s'affirme une différenciation des conditions d'emploi. L'individualisation des progressions de carrière, qui reposent très souvent sur le fait d'avoir « fait ses preuves », constitue alors un facteur propice à la réception de discours droitiers vantant le mérite individuel contre le caractère collectif des droits sociaux. Autant de facteurs qui concourent à la distanciation vis-à-vis d'une offre politique « traditionnelle ». Et c'est bien ce processus d'éloignement vis-à-vis des partis de la gauche et de la droite « classiques » que reflète alors la diversité des pratiques électorales en cours parmi les classes populaires périurbaines : parmi les enquêtés, certains s'abstiennent, plus ou moins régulièrement, certains continuent aussi de voter à gauche, mais une part importante s'est détournée, de façon plus ou moins pérenne, des partis de gouvernement. Parmi ces derniers, certains, politisés à droite de longue date, s'orientent vers l'extrême-droite. Si leur radicalisation politique ne doit pas masquer l'ensemble des évolutions sociales qui affectent les classes populaires périurbaines, il est important de signaler ici qu'elle trouve aussi certains de ses ressorts dans la différenciation croissante des statuts d'emploi. ■

17. Vigna, X. 2012. *Histoire des ouvriers en France au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Perrin, pp. 291 et 295.